



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2974

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Laurent Furst, pour le groupe Les Républicains.

M. Laurent Furst. Monsieur le Premier ministre, je ne vais pas vous parler de Berlin, mais je vais vous poser une vraie question concernant le chômage.

Trente et un mois de hausse sur trente-cinq, 641 000 demandeurs d'emplois supplémentaires, 1 million en catégories A, B et C. Voilà le bilan de la gauche au pouvoir : un million de chômeurs de plus !

Sans crise économique majeure et alors que nos voisins allemands et anglais se portent mieux, c'est bien l'action de votre gouvernement qui a étouffé le dynamisme économique du pays, par des lois démagogiques et toxiques pour la vie des entreprises. En termes de croissance, rappelons vos résultats : 0,2 % en 2012, 0,7 % en 2013, 0,2 % en 2014. Vous qui aimez fustiger l'héritage de vos prédécesseurs, laissez-moi vous rappeler que la croissance était de 2 % en 2010 et de 2,1 % en 2011. La comparaison est sans appel.

Aujourd'hui, vous vous réjouissez d'un petit mieux. Au premier trimestre, la France a connu une croissance de 0,6 %, un chiffre supérieur, pour une fois, à la croissance allemande. Mais voilà, l'OCDE vient de publier ses prévisions pour 2015 : 1,1 % pour la France, 1,6 % pour l'Allemagne, 2,4 % pour le Royaume-Uni. Pour la zone euro, la prévision est de 1,4 %, un taux bien supérieur à la prévision concernant la France, qui restera à la traîne de l'Europe.

Monsieur le Premier ministre, les résultats de la gauche au pouvoir sont catastrophiques, et M. Montebourg a raison de dire que vous marchez droit vers le désastre.

Monsieur le Premier ministre, face à votre Waterloo économique, quel espoir peut avoir aujourd'hui le million de Français que vous avez poussés vers le chômage ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Sylvain Berrios. De retour de Berlin !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, nous pouvons continuer, comme nous l'avons fait les uns et les autres, à nous renvoyer à nos bilans passés. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Yves Fromion. Vous nous faites souvent le coup de l'héritage !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je constate que le pays a déjà vécu longtemps avec une croissance faible. Depuis des années, il connaît un chômage de masse. Sous l'autorité du Président de la République, le Gouvernement s'attaque à ce défi considérable.

Puisque vous parlez du passé, notamment du rapport avec l'Allemagne, je veux rappeler qu'au début des années 2000, deux pays, l'Allemagne et la France, ont demandé à la Commission européenne un délai supplémentaire pour réduire leurs déficits, à condition de faire des réformes.

M. Pierre Lequiller. C'était il y a très longtemps !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Un pays a mené les réformes structurelles qui ont d'ailleurs coûté cher à celui qui les a engagées, le chancelier Schröder. Un autre pays, pourtant gouverné par une majorité de droite, n'a fait aucune réforme structurelle. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Jean Leonetti. Et les retraites ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il n'y a eu pratiquement aucune réforme structurelle pour préparer le pays à l'avenir. (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Pendant dix ans, nous avons connu à la fois une désindustrialisation de notre pays, une perte de compétitivité et un accroissement des inégalités à l'école.

Ces grands défis que sont la jeunesse, la formation, l'école, le soutien à l'industrie et à l'économie sont au cœur du pacte de responsabilité et de solidarité, dans le cadre duquel la nation consent à un effort de 40 milliards d'euros pour soutenir les entreprises, pour baisser le coût du travail, pour soutenir la croissance et la compétitivité. Ce travail avait été engagé par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, avec la mise en place du CICE et du pacte de responsabilité. Nous le prolongeons, depuis déjà plusieurs mois, en prenant des mesures pour la compétitivité et, aujourd'hui, en faveur des PME et des TPE.

M. Christian Jacob. Il n'y avait rien dans le projet de loi Rebsamen !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il est important que chacun joue son rôle – partenaires sociaux, Gouvernement, majorité et opposition.

Je veux saluer les déclarations des responsables des entreprises, qui ont reconnu aujourd'hui que ces mesures allaient dans le bon sens, non pour des raisons partisans mais parce que nos entreprises, celles qui peuvent embaucher, savent que les mesures que nous avons prises vont dans la bonne direction.

M. Marc Francina. Qu'avez-vous fait avant ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Plutôt que d'être dans la critique systématique, je vous propose, monsieur le député, mesdames, messieurs les députés de l'opposition, de nous rejoindre (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) et de soutenir la priorité que nous donnons à l'emploi, à la compétitivité et à la croissance. (*Mêmes mouvements.*)

Un dernier mot, monsieur le député : le sport joue un rôle très important, d'autant que la France va accueillir des grands événements internationaux. Le rôle du chef du Gouvernement est de soutenir ces grands rendez-vous pour la France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Je continuerai à le faire, parce que c'est important pour l'image de notre pays, pour son attractivité, sa compétitivité et ses emplois. Pas de polémique : concentrons-nous sur l'essentiel ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Furst](#)

Circonscription : Bas-Rhin (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2974

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juin 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juin 2015](#)